

Suite des actions : la FUGEA cible Lutosa

Comme annoncé lors de notre conférence de presse, la FUGEA s'attaquera ce mercredi soir à l'agro-industrie, qui maintient ses marges pendant que les exploitations agricoles se meurent. En ligne de mire : l'entreprise Lutosa (Leuze-en-Hainaut), géant des produits à base de pommes de terre. Vincent Delobel, administrateur à la FUGEA, nous explique ici pourquoi notre syndicat se mobilise contre l'industrie agro-alimentaire.

La responsabilité de la situation actuelle est partagée entre les politiques européennes, la région wallonne et les industries agro-alimentaires. Le cœur du problème est le revenu agricole, la marge qui nous reste entre le prix de ce qui rentre et de ce qui sort de la ferme. Nous voulons vivre de nos prix et non de leurs primes. Si la colère face à la PAC et l'administration est si forte, c'est tellement nous avons besoin de ces primes pour survivre, et ça n'est pas normal!

Nous nous rassemblons aujourd'hui face à Lutosa parce qu'elle est un symbole de l'injuste partage de la valeur ajoutée entre producteurs et industries de la transformation ; à l'instar des laiteries, sucreries, usines de légumes industriels, etc. ... **Les familles agricoles effectuent la plus ingrate part du boulot, endossent d'énormes charges physiques et mentales.** Elles prennent tous les risques, encaissent seules les aléas de la météo, de la récolte, du stockage et des cours mondiaux des intrants et des produits. Nous sommes nombreux.euses aujourd'hui parce que nous vivons la même chose dans les filières du sucre, de la viande, du lait et du blé, où les prix payés aux producteurs et productrices sont les mêmes qu'il y a 30 ans.

À l'image de Lutosa, les industries en amont et en aval de l'agriculture se rachètent, fusionnent en giga-groupes financiers surpuissants face auxquels les familles agricoles n'avons plus aucun pouvoir de négociation commerciale individuelle. Alors qu'il est normalement illégal de vendre à perte, les prix payés aux producteurs sont en règle générale sous les coûts de production (des prix de référence existent pourtant), à l'exception de quelques semaines par an, afin de maintenir quelques-uns en survie et que le jeu continue... **Nous demandons donc l'instauration de mécanismes effectifs de régulation des prix.**

Illustration de l'abus de pouvoir de l'agro-industrie: Lutosa et consorts achètent les plants de pomme de terre à 300€/t à nos confrères à l'autre bout de la Wallonie et les revendent (sur commande !) à 1000€/t aux cultivateurs de notre région.

Nous dénonçons également la perte d'autonomie décisionnelle induite par les contrats entre producteurs et transformateurs. Ces derniers imposent de plus en plus souvent les choix variétaux, le calendrier des opérations, les traitements, ou encore des compléments alimentaires pour le bétail. Les écarts climatiques qui se répètent ont mis en évidence des clauses inéquitables totalement inacceptables. Pour leur image toutefois, les industries ne manquent pas de récupérer nos valeurs d'agriculture familiale, locale et durable.



31 JANVIER 2024

Nous souhaitons aussi aujourd'hui porter la voix des victimes collatérales de l'industrie de la pomme de terre. Nous ne pouvons plus taire que cette énorme pression conduit, dans notre région notamment, à **des pratiques fratricides pour l'accès à la terre et à des prises de risques démesurées pour la santé des familles agricoles.**

Pour rappel, voici les autres revendications de la FUGEA :

- Abandon de l'accord UE-Mercosur et généralisation des clauses « miroir » à tous les traités de libre échange en vigueur aujourd'hui ;
- Mécanismes de régulation des prix agricoles pour une interdiction effective des ventes à pertes et protection du pouvoir de négociation des familles agricoles ;
- Négociation d'un budget PAC qui soutienne vraiment le revenu du travail agricole familial -et non le capital- et la transition des modes de production ;
- Simplification administrative et stabilité réglementaire ;
- Renforcement des politiques d'accès à la terre et défense du bail à ferme ;
- Soutien à la demande en produits bio et de qualité différenciée.

Contacts :

- **Vincent Delobel** (administrateur) : 0487 90 52 02
- **Thomas Huysberechts** (chargé de mission) : 0499 88 33 93

